



La recherche sur la culture stratégique : quelques pistes de réflexion

analyse

Très longtemps, l'étude de la politique étrangère a été dominée par le postulat selon lequel le comportement international des États est d'abord déterminé par les facteurs matériels, comme la puissance militaire, les ressources économiques ou la position géographique.

La formulation du concept de « culture stratégique » compte parmi les tentatives de rompre avec cette tradition. Élaboré au début des années 1980, il revient depuis périodiquement dans les débats sur la politique étrangère et la défense. Essentiellement, il rappelle que les idées (symboles, métaphores, analogies, interprétations de l'histoire, langage, valeurs et autres) sont aussi des variables importantes lorsqu'il s'agit de comprendre les décisions ayant trait à l'usage de la force. En d'autres mots, les dirigeants ne sont, dans la conduite de leur politique étrangère et de défense, pas seulement des acteurs froids, rationnels et calculateurs, mais aussi des êtres conditionnés par le milieu culturel, historique et social dans lequel ils évoluent.

Un concept aux multiples facettes

Le concept de culture stratégique a trouvé différents usages au fil du temps. Pour certains, il sert d'abord à comprendre la nature des différences qui peuvent surgir dans la pensée stratégique des États dont les attributs matériels sont comparables, et donc de la part de qui l'on pourrait s'attendre à un comportement semblable. Pour d'autres, il devient une variable explicative de plein droit, qui permet

directement de rendre compte du comportement des États, voire de prédire leurs décisions futures. Pour d'autres enfin, il s'agit d'un discours qui vise essentiellement à légitimer et à maintenir un ordre social et politique dans lequel l'usage de la force et l'entretien de vastes appareils militaires occupent une place importante.

Plusieurs ouvrages de synthèse et numéros spéciaux de revues ont été publiés sur la notion de culture stratégique au cours des dernières années (1). Le concept ne sert plus seulement à expliquer le comportement des grandes puissances (États-Unis, Russie, France, Chine, Allemagne, Japon), mais aussi d'États occupant un rang moins élevé dans la hiérarchie internationale (Inde, Australie, Nigeria, Canada, pays scandinaves) et même d'organisations multilatérales, comme l'Union européenne ou le Réseau de Lysøen sur la Sécurité humaine. Toutefois, force est de constater que la documentation en français, ou portant sur les pays francophones, est encore très limitée. À l'exception notable de travaux comme ceux de Bruno Colson ou de Frédéric Ramel (2), bien peu d'auteurs y font référence. Il y a pourtant là un vaste potentiel à exploiter. La Belgique, le Canada ou les États d'Afrique francophones ont certainement une expérience distincte en ce qui a trait à l'usage de la force

Par **Stéphane Roussel**, titulaire, Chaire de recherche du Canada en politique étrangère et de défense canadienne, Université du Québec à Montréal

Photo ci-dessus :

Le 14 août 2007, le NCSM Corner Brook, qui effectue une patrouille dans l'Arctique dans le cadre de l'opération Nanook, passe devant un iceberg. Nanook 07, opération de souveraineté de Commandement Canada, se déroule au large des côtes de l'île de Baffin et du détroit d'Hudson du 7 au 17 août 2007. Au cours de cette opération, la Force opérationnelle interarmées (Nord) participe à un exercice conçu dans le but d'entraîner les quartiers généraux à mener des opérations d'envergure nationale. (© Défense nationale du Canada)



Photo ci-dessus :

Le 11 mai 2007, à l'occasion du Vendredi rouge et de la Marche de reconnaissance en l'honneur des Forces canadiennes.
(© Défense nationale du Canada)

et aux institutions militaires, expérience qui mérite d'être étudiée bien plus en profondeur qu'elle ne l'a été jusqu'à présent. Il en va de même pour certaines communautés subétatiques, comme la société québécoise, à qui l'on prête souvent une attitude différente de celles des autres Canadiens en ce domaine. À l'heure où les membres de l'Organisation internationale de la Francophonie s'intéressent de plus en plus aux questions de sécurité, de telles recherches seraient loin d'être inutiles.

L'impact de la culture stratégique

Les débats entourant le concept de culture stratégique se concentrent en grande partie sur l'impact de celle-ci sur les politiques des gouvernements ou des institutions militaires. Plus précisément, il tend à être employé pour expliquer les préférences et les choix stratégiques de ces

Culture stratégique et politique de défense. L'expérience canadienne, sous la direction de Stéphane Roussel, Athéna Éditions, Outremont, 2007, 231 pages.

« Existe-t-il une « culture stratégique » distinctement canadienne ? La question – et la réponse – semblent liées à l'éternelle quête identitaire des Canadiens, qui les pousse constamment à se demander ce qui les différencie des Américains et ce qui fait leur marque distinctive sur la scène internationale. » Comme le rappelle Stéphane Roussel, le Canada n'a connu aucune opération de force ennemie sur son territoire depuis 1812 (hormis des raids des Fenians en 1866 ou des survols d'U-boats allemands). En dépit de ce contexte de paix, le pays prend régulièrement part à des opérations extérieures. Ce livre est fondamental pour comprendre la culture stratégique canadienne.



acteurs, telle l'adoption d'une doctrine, la décision de recourir à la force, ou encore l'identification des priorités. Toutefois, cette problématique tend à évoluer et d'autres effets peuvent être observés.

Les résultats d'un programme de recherche portant sur la politique étrangère et de défense du Canada mené depuis 2004⁽³⁾ ouvrent, en effet, un questionnement d'une autre nature sur l'impact de la culture stratégique. Si celle-ci influence les décisions des dirigeants politiques et militaires – parfois de façon consciente, mais plus souvent de façon inconsciente –, elle peut aussi avoir des effets pervers, ceci tant chez les décideurs eux-mêmes que dans la société qu'ils représentent.

Pour les tenants d'une approche rationnelle des politiques de défense, souvent associés à l'école dite « réaliste » des Relations internationales, la culture stratégique est perçue comme un facteur de distorsion et d'irrationalité. Formée dans un passé plus ou moins lointain, parfois lors d'un « choc traumatique » (comme l'attaque contre Pearl Harbor, dans le cas des États-Unis, ou encore de l'invasion allemande de 1941, pour la Russie), parfois à l'occasion d'une grande victoire, cette culture persiste à travers le temps, même lorsque les conditions l'ayant vu naître ont disparu. De ce fait, elle peut parfois se trouver mal adaptée à un environnement stratégique en perpétuelle évolution. En ce sens, elle exercerait un effet sclérosant sur les politiques de défense et de sécurité, qui se voient fondées sur des principes et des doctrines que certains considéreront comme dépassés.

Le cas du Canada serait éloquent sur ce plan ; une bonne partie de la classe politique et de la société canadienne aime entretenir l'image rassurante et valorisante du « champion du maintien de la paix » et de médiateur, telle qu'elle s'est formée au cours de la guerre froide. Évidemment, cette image et les politiques qui en découlent heurtent directement les commentateurs plus conservateurs. Ceux-ci réclament plutôt l'adoption de doctrines nettement plus axées vers l'engagement des Forces canadiennes dans des missions de combat aux côtés des États-Unis et de l'Angleterre, et donc plus conformes à ce qui est, selon eux, l'intérêt national du Canada. Pour ces analystes, la culture stratégique est perçue comme un obstacle à un processus de prise de décision rationnel permettant de valoriser l'intérêt national. Le grand problème auquel ces commentateurs se heurtent cependant est bien souvent leur propre incapacité à y voir autre chose qu'un tissu de mythes et de faussetés qu'il faut absolument corriger. Pourtant, la culture stratégique, comme la culture en général, est un élément important de l'identité d'un groupe et joue donc d'autres rôles que celui de guide pour l'élaboration des politiques. Si les Canadiens sont si attachés à cette image du « champion du maintien de la paix », c'est en bonne partie parce qu'ils y voient là une façon de se distinguer, aux yeux du reste du monde comme des leurs, de leurs voisins américains. Ce lien identitaire demeure cependant encore à explorer.

D'autres chercheurs se préoccupent plus des effets de la



culture stratégique sur la société. Plusieurs d'entre eux, proches des écoles « critiques » (comme le postmodernisme ou le féminisme), se sont attachés à montrer comment le discours sur la stratégie et l'usage de la force constitue une puissante source de légitimation pour un ordre social et politique qu'ils jugent fondamentalement inégal, et pour la mise en place et le maintien de systèmes militaires très coûteux au seul profit de la classe dominante. La culture stratégique serait ainsi instrumentalisée par les dirigeants politiques et militaires et mise au service du pouvoir. Toutefois, il n'est pas nécessaire de recourir à la théorie du complot pour observer un tel phénomène.

Toute culture dominante a comme effet de chasser les cultures alternatives – le débat sur la diversité culturelle illustrant, dans un tout autre contexte, ce phénomène. La culture stratégique n'échappe pas à cette dynamique. Au discours dominant s'opposent souvent des « contre-cultures », des voix alternatives qui proposent des visions du monde et des politiques parfois très différentes de celles auxquels adhèrent la majorité des dirigeants politiques, des militaires, des analystes et des citoyens. Les positions défendues par les mouvements pacifistes, sociaux ou environnementalistes, qui prônent souvent des projets comme une réduction substantielle des armements et des budgets de défense ou la renonciation à la guerre, sont des exemples de tels discours. Or, ceux-ci sont presque systématiquement ignorés, tournés en ridicule et refoulés hors du champ des politiques qui sont considérées comme légitimes ou acceptables. Il ne s'agit pas nécessairement d'un acte conscient de la part de leurs détracteurs. La culture stratégique aurait, en effet, cette tendance à jouer un rôle de sélecteur, en réduisant l'éventail des discours effectivement débattus au sein d'une communauté. Ainsi, il serait possible de vérifier l'existence d'une culture stratégique non seulement par ses effets sur la décision ou le comportement de l'État, mais par sa capacité à étouffer les autres discours.

Ces hypothèses sur les effets de la culture stratégique ne sont que quelques-unes des pistes de réflexion qu'offre ce



Photo ci-contre :

Le président afghan Hamid Karzai (D) et le gouverneur général du Canada Michaëlle Jean passent devant une garde d'honneur avant leur réunion au palais présidentiel de Kaboul 8 mars 2007.

La presse du Québec parle de 235 millions de dollars canadiens prévus au budget (200 millions d'US\$) pour maintenir la présence canadienne en Afghanistan en 2010 et 2011.

(© AFP photo / Shah Marai)

concept. Il s'agit d'un domaine où les chercheurs francophones peuvent certainement apporter une contribution importante. Dans le contexte des guerres en Irak et en Afghanistan, des interrogations qu'elles suscitent dans bon nombre de sociétés et des divisions qui surgissent entre les gouvernements à ce sujet, toute réflexion sur les facteurs qui structurent l'attitude des sociétés (et qui les distinguent entre elles) ne peut être que souhaitable.

Stéphane Roussel



Photo ci-contre :

Le 3 juin 2007, à Kinshasa en RDC, le Capitaine Jean-François Dufour (D) et le Colonel Larry Aitken tiennent dans leurs bras des enfants provenant d'un orphelinat. Le Col Aitken, chef d'état-major adjoint au QG de la MONUC, à Kinshasa et le Capt Dufour, coordonnateur des opérations et de la planification, font partie d'un groupe de huit membres des Forces canadiennes qui contribuent à l'opération CROCODILE (contribution canadienne à la mission MONUC de l'ONU). (© Défense nationale du Canada / Cplc Robert Bottrill, section Caméra de combat des Forces canadiennes)

Notes :

(1) Par exemple, John Glenn, Darryl Howlett et Stuart Poore, dir., *Neorealism Versus Strategic Culture. A Debate*, Londres, Ashgate, 2004 ; Neumann, Iver B., et Henrikki Heikka, « Grand Strategy, Strategic Culture, Practice: The Social Roots of Nordic States Strategies », *Cooperation and Conflict : Journal of Nordic International Studies Association*, vol. 40, n° 1, 2005, p. 5-23 ; Lawrence Sondhaus, *Strategic Culture and Ways of War*, Londres, Routledge, 2006.

(2) Bruno Colson, « La culture stratégique » dans Thierry de Montbrial et Jean Klein, dir., *Dictionnaire de stratégie*, Paris, Presses universitaires de France, 2000, p. 150-155 ; Frédéric Ramel, « La sécurité humaine. Une valeur de rupture dans les cultures stratégiques au Nord ? », *Études internationales*, vol. XXXIV, n° 1, mars 2003, p. 79-104.

(3) Stéphane Roussel, dir., *Le paisible royaume. Culture stratégique et politique de défense*, Montréal, Athéna, 2007.